

Université d'Orléans  
Direction des affaires financières

**MARCHÉ PUBLIC**  
MARCHÉ DE FOURNITURES ET DE SERVICES

# Prestations de maintenance préventive et corrective des équipements de sécurité incendie de l'Université d'Orléans

## Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Consultation n°

03 FCS 2025

# Table des matières

Article I.	Identification de l'Administration contractante .....	6
Article II.	Objet de la consultation .....	6
Article III.	Procédure et forme .....	6
Article IV.	Divisions en lots.....	6
Article V.	Date d'exécution et délai d'exécution .....	7
Section 5.01	Durée du marché.....	7
Section 5.02	Reconduction .....	7
Article VI.	Sécurité .....	7
Article VII.	Description des installations.....	8
Section 7.01	Lieux d'exécution du marché .....	8
Section 7.02	Description des installations.....	9
(a)	<i>Modification par l'Université</i> .....	9
(b)	<i>Modification par le Titulaire</i> .....	9
(c)	<i>Limite de prestations</i> .....	9
(d)	<i>Installations et prestations exclues du marché</i> .....	9
Article VIII.	Documents mis à disposition.....	9
Article IX.	Obligations des contractants .....	9
Section 9.01	Obligations du Titulaire.....	9
Section 9.02	Qualification du Titulaire.....	10
(a)	<i>Maintenance des équipements d'alarme</i> .....	10
(b)	<i>Maintenance des équipements de compartimentage</i> .....	10
(c)	<i>Maintenance des équipements de désenfumage</i> .....	11
(d)	<i>Maintenance des équipements d'éclairage de sécurité</i> .....	11
(e)	<i>Réglementation applicable</i> .....	11
Section 9.03	Obligations de l'Université .....	11
Section 9.04	Obligations communes .....	11

<b>Article X.</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION .....</b>	<b>11</b>
<b>Section 10.01</b>	<b>Préparation des interventions.....</b>	<b>11</b>
<b>Section 10.02</b>	<b>Personnes à contacter .....</b>	<b>12</b>
<b>Section 10.03</b>	<b>Horaires d'intervention .....</b>	<b>12</b>
<b>Section 10.04</b>	<b>Périodicité des interventions .....</b>	<b>12</b>
<b>Section 10.05</b>	<b>Délais d'intervention et Dépannage.....</b>	<b>12</b>
<b>Section 10.06</b>	<b>Sécurité.....</b>	<b>12</b>
<b>Article XI.</b>	<b>DESCRIPTION DES PRESTATIONS PREVUES AU MARCHE .....</b>	<b>13</b>
<b>Section 11.01</b>	<b>Généralités .....</b>	<b>13</b>
<b>Section 11.02</b>	<b>Gestion des stocks.....</b>	<b>13</b>
<b>Section 11.03</b>	<b>Entretien complet .....</b>	<b>13</b>
<b>(a)</b>	<b><i>Finition des travaux d'entretien complet (maintenance préventive et corrective) .....</i></b>	<b>13</b>
<b>(b)</b>	<b><i>Suivi d'exécution des travaux d'entretien complet.....</i></b>	<b>13</b>
<b>(c)</b>	<b><i>Obligations du Titulaire.....</i></b>	<b>13</b>
<b>(d)</b>	<b><i>Obligations de l'Université .....</i></b>	<b>14</b>
<b>(e)</b>	<b><i>Limite de prestation.....</i></b>	<b>14</b>
<b>Section 11.04</b>	<b>Délais d'intervention .....</b>	<b>14</b>
<b>Section 11.05</b>	<b>Modification, remplacement, extension des installations existantes .....</b>	<b>14</b>
	<b>OPERATIONS DE MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS D'ALARME .....</b>	<b>15</b>
<b>1.1</b>	<b>Prestations communes à tous les types d'équipements .....</b>	<b>15</b>
<b>(a)</b>	<b><i>Opérations de vérification générale valables pour tous types d'équipements : .....</i></b>	<b>15</b>
<b>(b)</b>	<b><i>Obligations de conseil et d'assistance technique auprès de l'utilisateur : .....</i></b>	<b>15</b>
<b>1.2</b>	<b>Equipements de type 4 (hors sifflets, cloches, etc.): .....</b>	<b>16</b>
<b>(c)</b>	<b><i>Opérations de vérification annuelle : .....</i></b>	<b>16</b>
<b>1.3</b>	<b>Equipements de type 3 : .....</b>	<b>16</b>
<b>(d)</b>	<b><i>Opérations de vérification annuelle : .....</i></b>	<b>16</b>
<b>1.4</b>	<b>Equipements de type 2b : .....</b>	<b>17</b>

(e)	<i>Opérations de vérification annuelle :</i>	17
1.5	Equipements de type 2a :	17
(f)	<i>Opérations de vérification annuelle :</i>	17
1.6	Equipements de type 1 :	18
(g)	<i>Opérations de vérification semestrielle :</i>	18
(h)	<i>Prestation annuelle pour tous les équipements et sur tous les sites :</i>	18
2	MAINTENANCE CORRECTIVE DES EQUIPEMENTS D'ALARME	19
3	DESCRIPTIF DES OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE DES EQUIPEMENTS DE COMPARTIMENTAGE 20	
3.3	Prestations communes à tous les types d'équipements	20
(i)	<i>Opérations de vérification générale valable pour tous types d'équipements :</i>	20
(j)	<i>Obligations de conseil et d'assistance technique auprès du maître de l'ouvrage et l'utilisateur :</i>	20
3.4	Portes coupe-feu et à fermeture automatique :	21
(k)	<i>Opérations de vérification annuelle ou semestrielle si SSI A et B :</i>	21
3.5	Clapets télécommandés et autocommandés :	21
(l)	<i>Opérations de vérification annuelle ou semestrielle si SSI A et B :</i>	21
4	DESCRIPTIF DES OPERATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE DES EQUIPEMENTS DE COMPARTIMENTAGE	22
4.3	Portes coupe-feu à fermeture automatique :	22
4.4	Clapets télécommandés et autocommandés :	22
5	OPERATIONS DE MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS D'ECLAIRAGE DE SECURITE	23
(m)	<i>Opérations de vérification générale valable pour tous types d'équipements :</i>	23
(n)	<i>Obligations de conseil et d'assistance technique auprès du maître de l'ouvrage et l'utilisateur :</i>	23
1.2	Equipements d'éclairage de sécurité par blocs autonomes et sur source centralisée :	23
(o)	<i>Vérification annuelle :</i>	23
2.1	Equipements d'éclairage de sécurité :	23
(p)	<i>Vérification annuelle :</i>	23
3	DESCRIPTIF DES OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE DES EQUIPEMENTS DE DESENFUMAGE	25

3.1	Prestations communes à tous les types d'équipements (le rapport devra être renseigné en ce sens) : .....	25
(q)	<i>Opérations de vérification générale valable pour tous types d'équipements : .....</i>	<i>25</i>
(r)	<i>Obligations de conseil et d'assistance technique auprès du maître de l'ouvrage et l'utilisateur : .....</i>	<i>25</i>
3.2	Volets et ouvrants de désenfumage (exutoires compris) : .....	26
(s)	<i>Opérations de vérification annuelle et semestrielle si SSI A ou B : .....</i>	<i>26</i>
3.3	Dispositif de Commande Manuelle (DCM) de désenfumage : .....	26
(t)	<i>Opérations de vérification annuelle : .....</i>	<i>26</i>
3.4	Dispositif Adaptateur de Commande (DAC) de désenfumage : .....	26
(u)	<i>Opérations de vérification annuelle : .....</i>	<i>26</i>
3.5	Coffrets de relayage et ventilateurs de désenfumage : .....	27
(v)	<i>Opérations de vérification annuelle et semestrielle si SSI A et B : .....</i>	<i>27</i>
4	DESCRIPTIF DES OPERATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE DES EQUIPEMENTS DE DESENFUMAGE .....	28
4.1	Volets et ouvrants de désenfumage : .....	28
4.2	Dispositif de Commande Manuelle (DCM) de désenfumage : .....	28
4.3	Dispositif Adaptateur de Commande (DAC) de désenfumage : .....	29
4.4	Coffrets de relayage et ventilateurs de désenfumage : .....	29

## Article I. Identification de l'Administration contractante

### Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur **Université d'Orléans**, représenté par Éric BLOND Président de l'Université d'Orléans.

### Adresse et coordonnées

Château de la Source  
Avenue du Parc Floral  
BP 6749 - 45067 Orléans Cedex 2  
Téléphone : 02 38 49 40 81  
Courriel : [daf.achats@univ-orleans.fr](mailto:daf.achats@univ-orleans.fr)  
Site internet : <http://www.univ-orleans.fr/>

### Interlocuteur

Le Service Hygiène et Sécurité (SHS), en charge du suivi des vérifications des installations techniques de l'Université d'Orléans, sera l'interlocuteur du Titulaire du présent marché et ce durant toute la période d'exécution de celui-ci.

*Service Hygiène et Sécurité  
Université d'Orléans  
Château de la Source  
Avenue du Parc Floral – BP 6749  
45067 ORLEANS cedex 2*

*A l'attention de Madame Nathalie Guedes  
Responsable SHS : 02 38 49 24 14  
Secrétariat : 02 38 49 24 15  
Messagerie : [direction.shs@univ-orleans.fr](mailto:direction.shs@univ-orleans.fr)*

## Article II. Objet de la consultation

Le présent marché de maintenance a pour objet :

- d'assurer la maintenance préventive et corrective des équipements de sécurité incendie (y compris portes et clapets Coupe-Feu de compartimentage), extinction automatique, éclairage de sécurité et désenfumage des sites de l'Université d'ORLEANS situés à Blois, Bourges, Châteauroux, Chartres, Issoudun, Tours-Fondettes et Orléans, pour tous nos établissements recevant du public (ERP) et les bâtiments classés Code du Travail.
- d'effectuer les réparations (après accord du responsable du SHS) qui s'imposent pour assurer le parfait fonctionnement des installations
- d'assister le contrôleur technique lors les vérifications périodiques obligatoires

## Article III. Procédure et forme

Les prestations sont décomposées comme suit en **6 lots**.  
La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

## Article IV. Divisions en lots

Le marché est alloté comme suit :

Type	Objet
Lot n°1	Ensemble des bâtiments du Cher (18)
Lot n°2	Ensemble des bâtiments de l'Eure et Loir (28)
Lot n°3	Ensemble des bâtiments de l'Indre (36)
Lot n°4	Ensemble des bâtiments de l'Indre et Loire (37)
Lot n°5	Ensemble des bâtiments du Loir et Cher (41)
Lot n°6	Ensemble des bâtiments du Loiret (45)

L'adresse des sites se trouve à l'article 7.01 du CCTP. Cette liste peut être modifiée en cours d'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur informera alors le Titulaire du marché de toute modification relative aux installations qui pourrait survenir en cours d'exécution du marché et affectant l'inventaire des équipements (ajout ou retrait) tel qu'il est établi dans les annexes. Toute modification fera l'objet d'un avenant.

## **Article V. Date d'exécution et délai d'exécution**

### **Section 5.01 Durée du marché**

Le contrat est d'une durée de douze (12) mois et prend effet à compter de sa notification au(x) Titulaire(s).

L'Université d'Orléans prend par écrit sa décision de reconduire ou non le marché au moins deux mois avant sa date anniversaire.

En cas de non-reconduction du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

### **Section 5.02 Reconduction**

Il peut être reconduit trois (3) fois à raison de douze (12) mois chacune et par reconduction tacite de la part de la personne publique sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Le présent marché sera d'une durée de 4 ans à partir du 1 avril 2026, non renouvelable.

## **Article VI. Sécurité**

Le Service Hygiène et Sécurité et les référents techniques de chaque site établissent le plan de prévention conjointement avec le Titulaire lors de la première visite afin de définir et évaluer les risques liés aux interventions, à l'environnement du lieu d'intervention et aux modalités de mise en œuvre.

Le Titulaire informera son personnel de toutes les consignes qui lui auront été communiquées, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

Les consignes de sécurité, numéros d'urgence et plan des sites d'intervention seront transmis au Titulaire en annexe du plan de prévention. Le Titulaire s'engage à respecter les règles générales de sécurité indiquées par ces documents.

Avant chaque intervention par points chauds, le prestataire sera tenu de déposer un permis feu dûment complété auprès des agents du Poste Central de Sécurité du Campus de la Source ou du référent technique de chaque site.

## Article VII. Description des installations

### Section 7.01 Lieux d'exécution du marché

Implantation géographique des sites de l'Université d'Orléans.

Université d'Orléans – département du Cher (18)	
INSPE de Bourges Rue Emile Hilaire Amagat 18000 Bourges	IUT & BU de Bourges 63 Avenue de Lattre de Tassigny 18020 Bourges
Université d'Orléans – département de l'Eure-et-Loir (28)	
IUT de Chartres 1 Place Roger Joly 28000 Chartres	
Université d'Orléans – département de l'Indre (36)	
INSPE de Châteauroux 102 avenue de Tours 36000 Châteauroux	IUT de l'Indre – site Châteauroux 2 avenue François Mitterrand 36000 Châteauroux
IUT de l'Indre - site Issoudun 5 rue Georges Brassens 36100 Issoudun	Centre d'Etudes Supérieures de Châteauroux 90 avenue François Mitterrand 36000 Châteauroux
Université d'Orléans – département de l'Indre et Loire (37)	
INSPE de Tours-Fondettes « Bel Air » La Guignière 37230 Fondettes	
Université d'Orléans – département du Loir-et-Cher (41)	
INSPE de Blois 9 avenue Paul Renaulme 41000 Blois	
Université d'Orléans – Loiret (45)	
INSPE Bourgogne 72 rue du Faubourg Bourgogne 45044 Orléans Cedex 1	Service de Santé Universitaire 9 rue de tours 45072 Orléans cedex 2
Centre Sciences 57 quai du Roi 45000 Orléans	Bibliothèque DEG 4 rue de Blois 45072 Orléans cedex 02
IUT d'Orléans 16 rue d'Issoudun 45100 ORLEANS	Bibliothèque LLSH 6 rue de Tours 45072 Orléans cedex 02
Château de la Source Château de la Source 45067 Orléans cedex 2	Bibliothèque ST STAPS 9 rue de Saint Amand 45072 Orléans cedex 02
Polytech Orléans site Vinci 8 rue Léonard de Vinci 45072 Orléans cedex 2	Local Associations Rue Amboise 45067 Orléans cedex 2
Polytech Orléans site Galilée 12 rue de Blois 45100 Orléans	Espaces Verts Rue Amboise 45067 Orléans cedex 2
UFR DEG 11 rue de Blois 45067 Orléans cedex 2	Centre culturel Le Bouillon Rue de Tours 45067 Orléans cedex 2
UFR LLSH 10 rue de Tours 45065 Orléans cedex 2	Maison de l'Etudiant – Cône Radio Rue de Tours 45067 Orléans cedex 2
UFR ST et STAPS 1 rue de Chartres 45067 Orléans cedex 2	IRD 5 rue du Carbone 45067 Orléans cedex 2
OSUC 14 rue de la Férollerie 45071 Orléans cedex 2	Hôtel Dupanloup 1 rue Dupanloup 45000 Orléans

Cette liste peut être modifiée en cours d'exécution du marché.



Le pouvoir adjudicateur informera alors le Titulaire du marché de toute modification relative aux lieux d'exécution qui pourrait survenir en cours d'exécution du marché. Toute modification donnera lieu à un avenant.

## **Section 7.02 Description des installations**

Le Titulaire devra être parfaitement informé de la constitution des équipements dont il doit assurer l'entretien.

Il aura pris connaissance des annexes jointes décrivant les installations par site et bâtiments.

Il n'est pas prévu de visite des sites. La maintenance préventive et curative des équipements de sécurité incendie, objet du présent marché, sera réalisée à partir d'une prise en charge en « l'état ».

Le futur Titulaire ne pourra invoquer une erreur, omission ou imprécision des pièces du présent marché ou dossier technique, pour justifier d'un défaut de fourniture, de mise en œuvre, de remise en état ou mise en service des installations, étant entendu qu'il connaît les équipements à entretenir, qu'il a pris connaissance des prestations à effectuer, de leur importance, de leur nature.

Les matériels pris en compte dans le présent marché sont l'ensemble des équipements installés sur l'ensemble des sites géographiques de l'Université d'Orléans.

Ces installations sont répertoriées par site et par bâtiment (cf. annexe 1).

Ce repérage sera utilisé par le Titulaire du marché lors de son exécution (intervention, facturation, ...etc.).

### **(a) Modification par l'Université**

Aucune modification technique ne peut être apportée aux appareils par l'Université sans que le Titulaire en ait été préalablement informé. Il appartient au Titulaire de formuler, dans les délais de 15 jours, soit son accord, soit ses observations ou réserves éventuelles sur la modification envisagée.

### **(b) Modification par le Titulaire**

Aucune modification technique ne peut être apportée aux installations par le Titulaire et à ses frais, sans que le responsable du SHS, au sein de l'Université, en ait été préalablement informé.

### **(c) Limite de prestations**

La prestation concerne l'ensemble des équipements SSI et les installations qui s'y rattachent (asservissements, désenfumage mécanique associé) ainsi que l'éclairage de sécurité et les installations de désenfumage naturel.

Le présent marché intègre le disjoncteur de protection de l'équipement, installé dans le tableau général basse tension (du bâtiment le plus proche), y compris les circuits en passages enterrés, sur l'ensemble du cheminement de l'alimentation, jusqu'à l'appareil automatisé (porte...).

### **(d) Installations et prestations exclues du marché**

Les prestations suivantes sont exclues du marché :

- les installations électriques d'alimentation situées en amont des disjoncteurs de protection des lignes alimentant les équipements.

## **Article VIII. Documents mis à disposition**

Pour chaque site, le Titulaire pourra disposer des derniers rapports de vérification disponibles, du registre de sécurité incendie et le cas échéant, de la documentation technique disponible pour chaque équipement concerné.

## **Article IX. Obligations des contractants**

### **Section 9.01 Obligations du Titulaire**

Les obligations du Titulaire consistent en l'exécution des prestations contractuelles, conformément aux règles de l'art et de sécurité, avec toute la diligence que l'Université est en droit d'attendre de la part d'un professionnel, compte tenu de l'état d'avancement de la technique, d'une part, de la nature, des capacités des installations et de l'usure des appareils sous contrat, d'autre part.

Le Titulaire assure la maintenance préventive et corrective pendant la période fixée par le marché. Sa prestation inclut la surveillance et le réglage des équipements ainsi que leur nettoyage. Le nécessaire de levage (conforme à la réglementation : escabeau, échelle, échafaudage, ...) devra être fourni et prévu par le Titulaire pour assurer la maintenance des différentes installations.

Le Titulaire doit signaler par écrit au SHS les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles dès qu'il peut les déceler, en indiquant les conséquences que pourrait entraîner la non-intervention de l'Université et la non-exécution des travaux nécessaires à leur prévention.

*Dans le cas où le Titulaire décèlerait une anomalie susceptible de créer un danger, le Titulaire informera immédiatement par écrit le responsable du Service Hygiène et Sécurité (voir cordonnées à l'article 1 du présent CCTP) et le Directeur et/ou Responsable des Services Administratifs de la composante concernée.*

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, le Titulaire est autorisé à prendre les mesures d'urgence nécessaires. Il doit en aviser le SHS dans les plus courts délais.

Le Titulaire est chargé d'assister le contrôleur technique lors des vérifications Techniques Réglementaires. Il est responsable des dispositions à prendre en vue de leur exécution. Il doit notamment avertir les services du site concerné de la nature et de la périodicité des contrôles et se prêter aux sujétions qu'ils entraînent.

Un compte-rendu de maintenance « **papier** » **en un exemplaire (+1 informatique) et par bâtiment** sera transmis au responsable du Service Hygiène et Sécurité, déposé sous 8 jours à l'issue du contrôle. Ces rapports listent les points de contrôle et la réalisation des opérations de maintenance prévues dans le présent "CONTRAT".

Les éventuels écarts avec la réglementation et les normes obligatoires en vigueur, ainsi que les défauts et lacunes pouvant affecter la sécurité des personnes feront l'objet d'une intervention immédiate pour remédier à la non-conformité constatée (PSE).

Avant de quitter le site, le technicien renseignera :

1. le registre de sécurité présent sur les sites, et y mentionnera :

- les dates d'interventions,
- les heures de début et de fin des interventions,
- les relevés de paramètres effectués lors des visites,
- les anomalies constatées,
- l'usure de certains organes,
- les risques de détérioration,
- les interventions supplémentaires à réaliser,
- les incidents avec leurs causes éventuelles et les remèdes apportés,
- les modifications de réglages et les travaux effectués,
- l'état du matériel après l'intervention.

2. le Titulaire devra remettre une fois par an minimum et à chaque demande du maître d'ouvrage dans un délai de 8 jours, un rapport d'activité (*sous-forme de tableau récapitulatif*) concernant la maintenance préventive et corrective (liste détaillée et exhaustive de toutes les interventions et toutes les prestations réalisées sur les équipements en contrat triées par équipement et bâtiment).

Le Titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les appareils en état normal d'entretien et de fonctionnement.

## **Section 9.02      Qualification du Titulaire**

### **(a) Maintenance des équipements d'alarme**

le Titulaire devra pouvoir justifier d'une qualification suffisante pour intervenir sur des équipements d'alarme. Pour les équipements d'alarme de type 4, 3, 2 et 1 : agrément Qualifelec courants faibles sécurité-sureté ou équivalent et références significatives.

### **(b) Maintenance des équipements de compartimentage**

le Titulaire devra pouvoir justifier de qualifications suffisantes dans les domaines de la menuiserie intérieure et CVC, ainsi que de références significatives.

*(c) Maintenance des équipements de désenfumage*

le Titulaire devra pouvoir justifier de qualifications suffisantes dans les domaines la ventilation et du désenfumage, ainsi que de références significatives.

*(d) Maintenance des équipements d'éclairage de sécurité*

le Titulaire devra pouvoir justifier de qualifications suffisantes dans les domaines l'électricité et l'éclairage de sécurité, ainsi que de références significatives.

*(e) Réglementation applicable*

Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du 1<sup>er</sup> groupe.

Arrêté du 22 juin 1990 modifié, complétant l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du 2<sup>e</sup> groupe.

Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type R.

Arrêté du 9 mai 2006 modifié relatif aux établissements de type PS.

Arrêté du 21 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type N.

Arrêté du 21 avril 1983 modifié relatif aux établissements de type W.

Arrêté du 12 juin 1995 modifié relatif aux établissements de type S.

Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type X.

Arrêté du 5 février 2007 modifié relatif aux établissements de type L.

Instruction technique N°246 relative au désenfumage.

Instruction technique N°247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage.

Instruction technique N°248 relative aux équipements d'alarme.

Instruction technique N°263 relative aux atriums. Code du travail.

NFS61-933 pour la maintenance et l'entretien.

## **Section 9.03 Obligations du l'Université**

L'Université d'Orléans mettra à la disposition exclusive du Titulaire, pendant toute la durée d'exécution du marché, les installations décrites en annexes du C.C.T.P.

L'Université d'Orléans assure à ses frais toutes les prestations et fournitures qui ne sont pas à la charge du Titulaire et qui sont nécessaires à la bonne marche de l'installation. En particulier, il assure la fourniture de l'électricité.

L'Université s'engage à :

1. Tout mettre en œuvre pour permettre l'accès des installations au(x) personnel(s) du Titulaire lors des interventions consécutivement à la communication du planning.
2. Prendre toutes les dispositions nécessaires en vue d'assurer la sécurité conformément à la législation (plan de prévention, permis de feu, etc...).
3. Prévenir leTitulaire contractante de tout incident sur site ayant engendré des dégâts sur les installations couvertes par le présent marché, et prendre à sa charge les dégâts occasionnés par des actes de vandalisme.
4. Fournir au Titulaire les plans et les dossiers techniques en sa possession.

L'Université est, et reste, propriétaire des installations et des dossiers techniques y afférant.

## **Section 9.04 Obligations communes**

Les installations sont prises en charge en « l'état ».

Un procès-verbal de réception des installations sera établi à la suite de toute transformation exécutée pendant la durée du marché.

Le dossier d'identité SSI devra être mis à jour, si nécessaire.

# **Article X. MODALITES D'EXECUTION**

## **Section 10.01 Préparation des interventions**

Toute intervention de maintenance est précédée d'une préparation par le Titulaire et d'une planification.

La planification d'intervention par bâtiment sera établie en début de chaque période du marché, conjointement entre le Titulaire et les interlocuteurs désignés (référénts techniques) des différents bâtiments, dans le respect de la réglementation selon un planning annuel d'intervention. **Cette maintenance s'effectuera en prenant en compte les impératifs de service de l'ensemble des sites de l'Université.**

Cette planification sera à transmettre par mail au moins 1 mois avant la date de début d'intervention au Service Hygiène et Sécurité.

Si l'une des parties désire déplacer une visite, elle en informera l'autre partie au moins quarante-huit heures avant la date prévue.

Attention : Toute intervention sans prise de rendez-vous préalable pourra être annulée sans que le Titulaire ne puisse réclamer d'indemnité particulière. Il n'appartient pas au Titulaire d'imposer une date d'intervention si celle-ci ne convient pas à l'interlocuteur.

Le Titulaire doit adapter les modalités d'intervention lors de ses visites de maintenance aux caractéristiques techniques des équipements.

Ces modalités incluent, outre la préparation de l'outillage et la planification des intervenants, la mise en place des gammes opératoires nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

## Section 10.02 Personnes à contacter

Une liste des interlocuteurs (référénts techniques) à contacter dans le cadre des interventions sera fournie au Titulaire.

L'interlocuteur ou son représentant\* se doit d'accompagner le Titulaire lors de ses interventions. Le Titulaire restituera un compte rendu de son intervention, auprès de l'interlocuteur qui lui aura été désigné et du SHS.

*\*L'interlocuteur désignera une personne qualifiée de son service pour accompagner le vérificateur au cours de sa mission.*

## Section 10.03 Horaires d'intervention

Dans le cadre de la maintenance préventive, l'entretien des installations doit être effectué pendant les jours et aux heures ouvrés selon le calendrier des périodes d'exploitation de l'Université.

## Section 10.04 Périodicité des interventions

Le Titulaire doit adapter la fréquence de ses visites de maintenance aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation pour répondre aux exigences réglementaires.

A l'exception des SSI de catégorie A et B, le Titulaire devra réaliser une vérification annuelle.

Pour les SSI de catégories A et B, le Titulaire devra réaliser 2 vérifications annuelles.

La première visite sera réalisée dans les 2 mois qui suit la notification du marché.

## Section 10.05 Délais d'intervention et Dépannage

Pendant les périodes ouvrées (8h à 19h du lundi au vendredi)

- En cas de non-fonctionnement ou de mauvais fonctionnement d'un équipement pouvant affecter la sécurité ou perturber l'accès aux locaux, le Titulaire du marché doit intervenir dans un délai de **quatre heures** après la réception de l'appel téléphonique (mail ou d'un message téléphonique). L'intervention aura pour objectif une remise en état de l'installation ou équipements défectueux.
- En cas de mauvais fonctionnement n'affectant pas la sécurité, le Titulaire du marché doit intervenir dans un délai de **2 jours** après la réception de l'appel téléphonique (mail ou d'un message téléphonique). L'intervention aura pour objectif une remise en état de l'installation ou équipements défectueux.
- Les délais de remise en état de fonctionnement des équipements dans le cadre de la prestation de maintenance corrective (hors contrat complet) **sont de 5 jours ouvrables**. Ce délai impose à le Titulaire d'avoir les éléments nécessaires aux remplacements et dépannages des équipements sous sa responsabilité, et donc de disposer d'un « stock » de pièces de rechange.

## Section 10.06 Sécurité

Le Titulaire du marché doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières en vigueur au sein de l'ensemble des sites de l'Université d'Orléans et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues et respectées par les intéressés.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'une carte d'identité de son entreprise et d'une tenue floquée permettant d'identifier le Titulaire.

Le Titulaire doit informer sans retard le Responsable du Service Hygiène et Sécurité (ou le représentant sur site) de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

## **Article XI. DESCRIPTION DES PRESTATIONS PREVUES AU MARCHÉ**

### **Section 11.01 Généralités**

Le Titulaire assurera l'exécution des interventions d'entretien complet (PSE). Celle-ci comprend :

- Maintenance préventive (deux visites par an pour les SSI de catégorie A et B, une visite annuelle pour les autres équipements),
- Maintenance corrective,
- Assistance lors de visite de vérifications réglementaires,
- Dépannage (le diagnostic et la résolution de tout problème de fonctionnement des installations).

Le Titulaire sera responsable du bon fonctionnement de l'ensemble des installations.

Le Titulaire prévoira toute suggestion et moyens d'intervention pour effectuer les prestations prévues au marché.

### **Section 11.02 Gestion des stocks**

En cas de rupture de stock ou difficultés d'approvisionnement / livraison des pièces détachées ou sous-ensembles de l'installation sous contrat d'entretien dans le cadre du présent "CONTRAT", le Titulaire s'engage à mettre à disposition des matériels de remplacement si une indisponibilité de plus d'une semaine devait être annoncée (hors actes de vandalisme ou mauvaises utilisations caractérisées).

Si le Titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses ateliers ou chez un fournisseur local, il en informe au préalable le responsable du SHS afin que celui-ci puisse prendre et mettre en œuvre toutes dispositions utiles.

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire assurera la gestion et la fourniture des pièces nécessaires à sa maintenance.

Les pièces utilisées seront exclusivement des pièces d'origines neuves. Si pour des raisons de nécessité de dépannage, il était nécessaire d'utiliser momentanément une pièce reconditionnée celle-ci serait obligatoirement remplacée dès la mise à disposition de la pièce neuve.

### **Section 11.03 Entretien complet**

#### *(a) Finition des travaux d'entretien complet (maintenance préventive et corrective)*

L'entretien complet est l'obligation pour le Titulaire de maintenir en permanence, pendant toute la durée du marché, le bon état de marche et d'entretien des installations concernées.

Il assure en cas de pannes ou d'avaries la réparation ou le renouvellement à l'identique les équipements décrits dans les annexes du C.C.T.P.

Il procède aux réparations et à tous les remplacements qui ne relèvent pas du petit entretien (maintenance préventive, visites réglementaires) et de manière générale, à toutes les interventions dont la qualification ou l'importance requièrent la mobilisation d'un personnel ou tous moyens autres que ceux assurant, en temps normal, l'entretien courant de l'installation.

#### *(b) Suivi d'exécution des travaux d'entretien complet*

Pour assurer le suivi d'exécution des travaux d'entretien complet, les dispositions suivantes sont établies, d'un commun accord.

Tout remplacement de matériel fera l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement entre le Titulaire du marché et l'Université. Les fiches techniques des matériels utilisés seront jointes au présent procès – verbal. Par ailleurs, chaque année, le Titulaire adressera à l'Université, en un exemplaire, par site un état des travaux réalisés au titre de ce contrat complet.

#### *(c) Obligations du Titulaire*

Dans le cadre du contrat complet, incomberont au Titulaire en plus des obligations mentionnées à l'article 9.02 du présent C.C.T.P. :

- la main-d'œuvre, les fournitures et tous remplacements ou réparations quels qu'ils soient et quelle qu'en soit la cause, due à l'usure normale ou anormale dans les limites précisées ci-après,
- la remise en état d'équipement et/ou le remplacement des pièces par des pièces neuves identiques.

Le Titulaire prévoira en conséquence, chaque année, une réserve de pièces et d'éléments en vue de remplacement du matériel touché par la limite d'usure. Il lui appartient de financer la constitution du stock et de la gérer. Il en résulte qu'il ne pourra se prévaloir d'un retard apporté à la livraison de l'un de ces matériels.

Le Titulaire s'engage à mettre à la disposition de l'Université autant de fois que nécessaire, un personnel qualifié qui interviendra dans les délais contractuels sur simple appel téléphonique pour effectuer toutes opérations de dépannage ou de remise en état des équipements.

Toute intervention de dépannage sera poursuivie sans interruption jusqu'à remédiation de la panne et ce quelle que soit la période horaire.

Ces opérations de dépannage ou de remise en état des équipements S.S.I seront réalisées selon les règles techniques notamment pour le remplacement de toute pièce jugée défectueuse par le Titulaire et après validation par le SHS, sans que cela fasse l'objet de facturation.

Le Titulaire mettra en place un système d'enregistrement des pannes prenant en compte le jour, l'heure, la localisation, et le motif de la panne, les interlocuteurs et intervenants.

*(d) Obligations de l'Université*

Se reporter à l'article 9.03 du présent C.C.T.P.

*(e) Limite de prestation*

L'entretien complet ne comprend pas :

- les réparations ou remplacement des pièces ou organes détériorés par malveillance ou vandalisme,
- les travaux de mise en conformité de l'équipement avec les règlements applicables.

#### **Section 11.04 Délais d'intervention**

La remise en état de fonctionnement de l'installation est de 8 heures

Dans le cas de non-respect des délais d'intervention, les pénalités prévues au CCAP seront appliquées.

#### **Section 11.05 Modification, remplacement, extension des installations existantes**

Toute modification, remplacement ou extension réalisé sur les installations entraînant une conséquence quelconque sur l'exécution du présent contrat fera l'objet d'un avenant précisant les nouvelles modalités d'exécution.

# OPERATIONS DE MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS D'ALARME

## 1 MAINTENANCE PREVENTIVE DES EQUIPEMENTS D'ALARME

L'ensemble des opérations de maintenance décrit ci-dessous fera obligatoirement l'objet de la rédaction du rapport correspondant. Tous les points mentionnés devront être renseignés. L'entreprise s'engage à transmettre son rapport dans les 8 jours qui suivent sa visite.

Pour les SSI de catégorie A et B, le mainteneur devra obligatoirement être présent lors de la visite de l'organisme de contrôle.

### 1.1 Prestations communes à tous les types d'équipements

#### (a) Opérations de vérification générale valables pour tous types d'équipements :

- Descriptif complet de l'installation existante, câblage compris (quantitatif et qualitatif).
- Examen de l'adéquation du dossier d'identité au regard de la réglementation en vigueur.
- Examen de l'adéquation de l'installation existante au regard de ce qui est décrit au dossier d'identité.
- Vérification de la bonne tenue du registre de sécurité et du cahier des opérations de maintenance. Renseigner ces derniers à chaque fin d'opérations de maintenance.
- Vérification de la présence de règles d'utilisation et de maintenance.
- Vérification de la formation des utilisateurs.

#### (b) Obligations de conseil et d'assistance technique auprès de l'utilisateur :

- Informer l'utilisateur s'il est constaté un danger immédiat pour le personnel, le public ou le matériel.
- Informer l'utilisateur si des travaux d'urgence doivent être entrepris.
- Informer l'utilisateur si des travaux à courte ou longue échéance sont à prévoir.
- Informer l'utilisateur si l'équipement n'est plus adapté aux lieux pour des raisons d'affectation ou de modifications des locaux.

L'entreprise s'engage à intervenir sur simple appel téléphonique du client pour vérifier et/ou remettre en état les équipements qui ne fonctionneraient plus.

Délai d'intervention maximum à partir de l'enregistrement de l'appel ou envoi d'un mail : 4 heures en semaine du lundi matin au vendredi.

**Un numéro de téléphone et adresse mail** devront être fournis par le Titulaire, afin de déclarer les problématiques et initiés les dépannages.



## 1.2 Equipements de type 4 (hors sifflets, cloches, etc.):

### (c) Opérations de vérification annuelle :

Les opérations décrites ci-dessous devront être réalisées en l'absence de la source normale-remplacement.

- Contrôle du câblage de l'installation.
- Vérification de l'état de vétusté de chaque élément.
- Vérification de la signalisation de la centrale et des diffuseurs sonores.
- Vérification de la charge et du bon fonctionnement des batteries d'accumulateurs de la centrale et des diffuseurs sonores.  
Nota : Le Titulaire procèdera, à sa charge, au remplacement des batteries par un matériel neuf, au plus tard, 4 ans après leur mise en service.
- Essai de fonctionnement de chaque déclencheur manuel (DM).
- Essai d'audibilité du signal.
- Essai de bon fonctionnement de chaque sirène.
- Dépoussiérage de chaque élément constituant l'équipement (centrale, DM, etc.) et serrage des connexions.
- Remplacement des petits organes défectueux de la centrale et des sirènes : lampes, fusibles, piles, etc.
- Nettoyage des lieux et remise en service des dispositifs.
- Formation des utilisateurs à l'utilisation de l'équipement d'alarme.

## 1.3 Equipements de type 3 :

### (d) Opérations de vérification annuelle :

Les opérations décrites ci-dessous devront être réalisées en l'absence de la source normale-remplacement.

- Contrôle du câblage de l'installation.
- Vérification de l'état de vétusté de chaque élément.
- Vérification de la signalisation des diffuseurs sonores.
- Vérification du signal de dérangement.
- Vérification de la charge et du bon fonctionnement des batteries d'accumulateurs des diffuseurs sonores.  
Nota : Le Titulaire procèdera, à sa charge, au remplacement des batteries par un matériel neuf, au plus tard, 4 ans après leur mise en service.
- Essai de fonctionnement du dispositif de mise à l'arrêt.
- Essai de fonctionnement de chaque déclencheur manuel (DM).
- Essai d'audibilité du signal.
- Essai de bon fonctionnement de chaque sirène.
- Essai de bon fonctionnement des contacts d'asservissement utilisés.
- Examen visuel des dispositifs actionnés de sécurité (DAS) pilotés (portes).
- Essai de déverrouillage des portes et issues contrôlées.
- Contrôle de la fermeture des portes automatiques.
- Dépoussiérage de chaque élément constituant l'équipement (centrale, DM, etc.) et serrage des connexions.
- Remplacement des petits organes défectueux des sirènes : lampes, fusibles, piles, etc.
- Nettoyage des lieux et remise en service des dispositifs.
- Formation des utilisateurs à l'utilisation de l'équipement d'alarme.



## 1.4 Equipements de type 2b :

### (e) Opérations de vérification annuelle :

Les opérations décrites ci-dessous devront être réalisées en l'absence de la source normale-remplacement.

- Contrôle du câblage de l'installation.
- Vérification de l'état de vétusté de chaque élément.
- Vérification de la signalisation de la centrale et des diffuseurs sonores.
- Vérification du signal de dérangement.
- Vérification de la charge et du bon fonctionnement des batteries d'accumulateurs de la centrale et des diffuseurs sonores.  
Nota : Le Titulaire procèdera, à sa charge, au remplacement des batteries par un matériel neuf, au plus tard, 4 ans après leur mise en service.
- Essai de fonctionnement de chaque déclencheur manuel (DM).
- Essai de fonctionnement de la commande d'évacuation générale.
- Essai d'audibilité du signal.
- Essai de bon fonctionnement de chaque sirène.
- Dépoussiérage de chaque élément constituant l'équipement (centrale, DM, etc.) et serrage des connexions.
- Essai de bon fonctionnement des contacts d'asservissement utilisés.
- Examen visuel des dispositifs actionnés de sécurité (DAS) pilotés (portes).
- Essai de déverrouillage des portes et issues contrôlées.
- Contrôle de la fermeture des portes automatiques.
- Essais de bon fonctionnement des reports de signalisation.
- Remplacement des petits organes défectueux de la centrale et des sirènes : lampes, fusibles, piles, etc.
- Nettoyage des lieux et remise en service des dispositifs.
- Formation des utilisateurs à l'utilisation de l'équipement d'alarme.

## 1.5 Equipements de type 2a :

### (f) Opérations de vérification annuelle :

Les opérations ci-dessous décrites devront être réalisées en l'absence de la source normale-remplacement.

- Contrôle du câblage de l'installation.
- Vérification de l'état de vétusté de chaque élément.
- Vérification de la signalisation de la centrale et des diffuseurs sonores.
- Vérification du signal de dérangement.
- Vérification de la charge et du bon fonctionnement des batteries d'accumulateurs de la centrale et des diffuseurs sonores.  
Nota : Le Titulaire procèdera, à sa charge, au remplacement des batteries par un matériel neuf, au plus tard, 4 ans après leur mise en service.
- Essai de fonctionnement de chaque déclencheur manuel (DM).
- Essai de fonctionnement de chaque commande d'évacuation générale.
- Essai d'audibilité du signal.
- Essais des arrêts techniques de remise en lumière et arrêt du programme en cours pour les salles et amphithéâtres équipés.
- Essai d'audibilité du message préenregistré pour les salles et amphithéâtres équipés.
- Essai de bon fonctionnement de chaque sirène.
- Dépoussiérage de chaque élément constituant l'équipement (centrale, DM, etc.) et serrage des connexions.
- Essai de bon fonctionnement chaque zone de mise en sécurité (ZC et ZF).
- Essai de la fonction compartimentage s'il existe des DAS communs à plusieurs zones de mise en sécurité.
- Examen visuel des dispositifs actionnés de sécurité (DAS) pilotés (portes, clapets, volets, ouvrants, exutoires).

- Essai des coffrets de relaying pour ventilateurs de désenfumage.
- Essai de fonctionnement des dispositifs de relaying pour arrêts techniques.
- Essai de déverrouillage des portes et issues contrôlées.
- Essais de bon fonctionnement des reports de signalisation.
- Remplacement des petits organes défectueux de la centrale et des sirènes : lampes, fusibles, piles, etc.
- Nettoyage des lieux et remise en service des dispositifs.
- Formation des utilisateurs à l'utilisation de l'équipement d'alarme.

## 1.6 Equipements de type 1 :

### (g) Opérations de vérification semestrielle :

Les opérations ci-dessous décrites devront être réalisées en l'absence de la source normale-remplacement.

- Contrôle du câblage de l'installation.
- Vérification de l'état de vétusté de chaque élément.
- Vérification de la signalisation de la centrale et des diffuseurs sonores.
- Vérification du signal de dérangement.
- Vérification de la charge et du bon fonctionnement des batteries d'accumulateurs de la centrale et des diffuseurs sonores.  
Nota : Le Titulaire procèdera, à sa charge, au remplacement des batteries par un matériel neuf, au plus tard, 4 ans après leur mise en service.
- Essai de fonctionnement de chaque déclencheur manuel (DM).
- Essai de fonctionnement de chaque détecteur automatique incendie (DAI).
- Essai de fonctionnement de chaque indicateur d'action.
- Essai de fonctionnement de chaque commande d'évacuation générale.
- Essai d'audibilité du signal.
- Essais des arrêts techniques de remise en lumière et arrêt du programme en cours pour les salles et amphithéâtres équipés.
- Essai d'audibilité du message préenregistré pour les salles et amphithéâtres équipés.
- Essai de bon fonctionnement de chaque sirène.
- Dépoussiérage de chaque élément constituant l'équipement (centrale, DM, etc.) et serrage des connexions.
- Essais des dispositifs de relaying de mise en sécurité tels que la mise en fonctionnement de l'éclairage, le « non-stop » des ascenseurs, etc., à partir d'un point de détection.
- Essai de bon fonctionnement chaque zone de mise en sécurité (ZC et ZF).
- Essai de la fonction compartimentage s'il existe des DAS communs à plusieurs zones de mise en sécurité.
- Examen visuel des dispositifs actionnés de sécurité (DAS) pilotés (portes, clapets, volets, ouvrants, exutoires).
- Essai des coffrets de relaying pour ventilateurs de désenfumage.
- Essai de fonctionnement des dispositifs de relaying pour arrêts techniques.
- Essai de déverrouillage des portes et issues contrôlées.
- Essais de bon fonctionnement des reports de signalisation.
- Remplacement des petits organes défectueux de la centrale et des sirènes : lampes, fusibles, piles, etc.
- Nettoyage des lieux et remise en service des dispositifs.
- Formation des utilisateurs à l'utilisation de l'équipement d'alarme.

### (h) Prestation annuelle pour tous les équipements et sur tous les sites :

- Formation des utilisateurs à l'utilisation de l'équipement d'alarme.

## **2 : MAINTENANCE CORRECTIVE DES EQUIPEMENTS D'ALARME**

---

Les opérations de maintenance corrective courantes comprennent toutes prestations (heures d'intervention et déplacements compris) nécessaires au remplacement éventuel des éléments suivants (fourniture, pose, câblage, main d'œuvre compris) :

- D'un tronçon de câble sectionné ou endommagé.
- D'un déclencheur manuel.
- D'un détecteur optique.
- D'un détecteur thermique.
- D'un détecteur ionique (évacuation, remplacement et destruction compris).
- D'un indicateur d'action.
- D'un diffuseur sonore.
- D'une batterie de centrale.
- D'une batterie de BAAS.
- D'une batterie d'un AES.
- D'un module déporté.

Les remplacements courants ne pourront se faire qu'après présentation par le Titulaire d'un bulletin d'intervention et après l'accord du responsable technique du site ou du responsable du SHS.

Toutes autres prestations de remplacements ou de modifications de l'installation en place feront nécessairement l'objet d'un devis de la part du Titulaire.

### 3 DESCRIPTIF DES OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE DES EQUIPEMENTS DE COMPARTIMENTAGE

---

#### 3.3 Prestations communes à tous les types d'équipements

(i) Opérations de vérification générale valable pour tous types d'équipements :

1. Descriptif complet de l'installation existante, câblage compris (quantitatif et qualitatif).
2. Vérification de la bonne tenue du registre de sécurité, et le renseigner à chaque fin d'opérations de maintenance.

(j) Obligations de conseil et d'assistance technique auprès du maître de l'ouvrage et l'utilisateur :

3. Informer l'utilisateur s'il est constaté un danger immédiat pour le personnel, le public ou le matériel.
4. Informer l'utilisateur si des travaux d'urgence doivent être entrepris.
5. Informer l'utilisateur si des travaux à courte ou longue échéance sont à prévoir.
6. Informer l'utilisateur si l'équipement n'est plus adapté.

### **3.4 Portes coupe-feu et à fermeture automatique :**

#### **(k) Opérations de vérification annuelle ou semestrielle si SSI A et B :**

1. Vérification par essai systématique de la liberté de fonctionnement des dispositifs de fermeture.
2. Le réglage des organes de fermeture (sélecteurs compris) de la porte et du système de maintien en position ouverte.
3. Le graissage et le nettoyage des pièces mécaniques.
4. La vérification des joints autour des portes, leur remise en état et fixation.
5. L'inspection et la vérification du bon fonctionnement des systèmes de détection incendie (fusibles, DAD).
6. Vérification du bon fonctionnement des contacts de position de sécurité.

### **3.5 Clapets télécommandés et autocommandés :**

#### **(l) Opérations de vérification annuelle ou semestrielle si SSI A et B :**

1. Vérification par essai systématique de la liberté de fonctionnement, et de son maintien en position d'attente après réarmement.
2. L'intervention et le réglage des organes de fermeture et du système de maintien en position.
3. Le graissage et le nettoyage des pièces mécaniques.
4. Vérification du bon fonctionnement des contacts de position de sécurité.
5. Vérification de la non-détérioration du matériau réfractaire.
6. Nettoyage des boîtes de raccordement et serrage des connexions.

## **4 DESCRIPTIF DES OPERATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE DES EQUIPEMENTS DE COMPARTIMENTAGE**

---

Les opérations de maintenance corrective courantes comprennent toutes prestations (heures d'intervention et déplacements compris) nécessaires au remplacement éventuel des éléments suivants (fourniture, pose, câblage, main d'œuvre compris) :

### **4.3 Portes coupe-feu à fermeture automatique :**

1. D'un ferme-porte.
2. D'un sélecteur de fermeture.
3. D'un joint coupe-feu.
4. D'une ventouse de maintien.
5. D'une charnière ressort.
6. D'un contact de position de sécurité.

Lorsque ce dernier est disponible, les éléments remplacés devront rentrer dans le descriptif du PV feu de la porte.

Les remplacements courants ne pourront se faire qu'après présentation par le Titulaire d'un bulletin d'intervention et après un accord du responsable technique du site ou du responsable du SHS.

Toutes autres prestations de remplacements ou de modifications des installations en place feront nécessairement l'objet d'un devis de la part du Titulaire.

### **4.4 Clapets télécommandés et autocommandés :**

1. D'une ventouse de maintien.
2. D'un contact de position de sécurité.
3. D'un fusible thermique.

Lorsque ce dernier est disponible, les éléments remplacés devront rentrer dans le descriptif du PV du clapet.

Les remplacements courants ne pourront se faire qu'après présentation par le Titulaire d'un bulletin d'intervention et après un accord du responsable technique du site ou du responsable du SHS.

Toutes autres prestations de remplacements ou de modifications des installations en place feront nécessairement l'objet d'un devis de la part du Titulaire.

## 5 OPERATIONS DE MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS D'ECLAIRAGE DE SECURITE

---

### 1 DESCRIPTIF DES OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE DES EQUIPEMENTS D'ECLAIRAGE DE SECURITE

---

#### 1.1 Prescriptions communes à tous les types d'équipements :

##### (m) Opérations de vérification générale valable pour tous types d'équipements :

- Descriptif complet de l'installation existante, câblage compris (quantitatif et qualitatif).
- Vérification de la bonne tenue du registre de sécurité et le renseigner à chaque fin d'opérations de maintenance.

##### (n) Obligations de conseil et d'assistance technique auprès du maître de l'ouvrage et l'utilisateur :

- Informer l'utilisateur s'il est constaté un danger immédiat pour le personnel, le public ou matériel.
- Informer l'utilisateur si des travaux d'urgence doivent être entrepris.
- Informer l'utilisateur si des travaux à courte ou longue échéance sont à prévoir.
- Informer l'utilisateur si l'équipement n'est plus adapté.

#### 1.2 Equipements d'éclairage de sécurité par blocs autonomes et sur source centralisée :

##### (o) Vérification annuelle :

- Vérification du bon fonctionnement des lampes de sécurité.  
Nota : Le Titulaire procèdera, à sa charge, au remplacement des blocs défectueux par un matériel neuf, le cas échéant.  
Le remplacement de la totalité des ampoules doit être systématiquement prévu au moins 1 fois/an pour les sources centralisées dans la période du présent marché.
- Vérification du bon fonctionnement de la télécommande de mise au repos.
- Vérification de l'autonomie des batteries en l'absence d'alimentation électrique. Minimum d'1 heure pour les BAES et BAPI, de 5 heures pour les PLES.
- Contrôle manuel et maintenance complète des BAES et BAPI : Vérification des lampes, de la batterie, de la signalisation, de la fixation, de l'état physique, de la télécommande de mise au repos, nettoyage complet...  
Nota : A la suite de la vérification, une étiquette de maintenance est apposée en partie visible de l'appareil.

La vérification annuelle des sources centralisée inclut : les batteries (tension, autonomie, connexions, ...) les chargeurs, les automatismes, les différents circuits d'éclairage de sécurité ainsi que les luminaires pour sources centralisées (LSC).

### 2 DESCRIPTIF DES OPERATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE DES EQUIPEMENTS D'ECLAIRAGE DE SECURITE

---

Les opérations de maintenance corrective courantes comprennent toutes prestations (heures d'intervention et déplacements compris) nécessaires au remplacement éventuel des éléments suivants (fourniture, pose, câblage, main d'œuvre compris) :

#### 2.1 Equipements d'éclairage de sécurité :

##### (p) Vérification annuelle :

Les opérations de maintenance corrective courantes comprennent toutes prestations (heures d'intervention et déplacements compris) nécessaires au remplacement éventuel des éléments suivants (fourniture, pose, câblage, main d'œuvre compris) :

- D'une télécommande de mise au repos.
- D'une batterie.
- D'un BAES (Evacuation et Ambiance)
- D'un BAPI.
- D'un LSC (Evacuation et Ambiance)

Les remplacements courants ne pourront se faire qu'après présentation par le Titulaire d'un bulletin d'intervention et après un accord du responsable du SHS.

#### Opérations de Relamping :

Le relamping consistera en le remplacement des lampes usagées ou défectueuses des blocs autonomes d'éclairage de sécurité ainsi que des luminaires raccordés à une source centrale, par des dispositifs d'éclairage relevant d'une technologie plus récente et s'inscrivant dans une stratégie permettant d'améliorer l'efficacité énergétique (technologie LED), sans que cette opération n'entraîne de coût additionnel.

- Identification et inventaire des blocs autonomes et luminaires à relamper.
  - Remplacement des lampes par des modèles conformes aux normes en vigueur, garantissant une efficacité lumineuse adéquate et une durée de vie prolongée.
- Les blocs autonomes constituant le système d'éclairage de sécurité seront de technologie SATI certifiés à la marque de qualité NF AEAS performance SATI ou équivalente.

- Vérification du bon fonctionnement des blocs et luminaires après relamping, incluant tests de mise en service et d'éclairage.
- L'ensemble des travaux doit être réalisé en respectant les normes de sécurité en vigueur.
- Les interventions doivent être programmées de manière à minimiser les désagréments pour les utilisateurs des locaux.

Un rapport sera remis au responsable du SHS, incluant la liste des équipements relampés et les tests de conformité effectués.

Toutes autres prestations de remplacements ou de modifications de l'installation en place feront nécessairement l'objet d'un devis de la part du Titulaire.



### **3 DESCRIPTIF DES OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE DES EQUIPEMENTS DE DESENFUMAGE**

---

#### **3.1 Prestations communes à tous les types d'équipements (le rapport devra être renseigné en ce sens) :**

(q) Opérations de vérification générale valable pour tous types d'équipements :

- Descriptif complet de l'installation existante, câblage compris (quantitatif et qualitatif).
- Examen de l'adéquation du dossier d'identité au regard de la réglementation en vigueur.
- Examen de l'adéquation de l'installation existante au regard de ce qui est décrit au dossier d'identité.
- Vérification de la bonne tenue du registre de sécurité, et le renseigner à chaque fin d'opérations de maintenance.

(r) Obligations de conseil et d'assistance technique auprès du maître de l'ouvrage et l'utilisateur :

- Informer l'utilisateur s'il est constaté un danger immédiat pour le personnel, le public ou le matériel.
- Informer l'utilisateur si des travaux d'urgence doivent être entrepris.
- Informer l'utilisateur si des travaux à courte ou longue échéance sont à prévoir.
- Informer l'utilisateur si l'équipement n'est plus adapté.

### **3.2 Volets et ouvrants de désenfumage (exutoires compris) :**

#### **(s) Opérations de vérification annuelle et semestrielle si SSI A ou B :**

- Vérification par essai systématique de la liberté de fonctionnement et de la complète ouverture sur commande électrique.
- Vérification du bon fonctionnement jusqu'à fermeture complète de l'éventuel réarmement motorisé.
- Le réglage des organes d'ouverture et du système de maintien en position fermée.
- Le réglage des éventuels organes de réarmement motorisé.
- Le graissage et le nettoyage des pièces mécaniques.
- Vérification du bon fonctionnement des contacts de position.
- Vérification de la non-détérioration du matériau réfractaire.
- Vérification de l'étanchéité entre le volet et le support de fixation et entre le cadre et la gaine.
- Vérification et mesures des pressions, débits et vitesses de chaque volet.
- Nettoyage des grilles, des boîtes de raccordement et serrage des connexions.

### **3.3 Dispositif de Commande Manuelle (DCM) de désenfumage :**

#### **(t) Opérations de vérification annuelle :**

- Vérification par essai systématique (remplacement des cartouches CO<sub>2</sub> à prévoir + cartouches de CO<sub>2</sub> en réserve) de la liberté de fonctionnement et du déclenchement du processus.
- Le réglage des organes d'ouverture et du système de maintien en position fermée.
- Le graissage et le nettoyage des pièces mécaniques.

### **3.4 Dispositif Adaptateur de Commande (DAC) de désenfumage :**

#### **(u) Opérations de vérification annuelle :**

- Vérification par essai systématique (remplacement des cartouches CO<sub>2</sub> à prévoir + cartouches de CO<sub>2</sub> en réserve) de la liberté de fonctionnement et du déclenchement du processus.
- Le réglage des organes d'ouverture et du système de maintien en position fermée.
- Vérification du bon fonctionnement jusqu'à fermeture complète de l'éventuel réarmement (remplacement des cartouches CO<sub>2</sub> à prévoir).
- Le graissage et le nettoyage des pièces mécaniques.
- Refixation des poulies et guide-câbles.
- Nettoyage des boîtes de raccordement et serrage des connexions.
- Vérification de la charge et du bon fonctionnement des batteries d'accumulateurs des DAC électriques.

### 3.5 Coffrets de relayage et ventilateurs de désenfumage :

#### (v) Opérations de vérification annuelle et semestrielle si SSI A et B :

- Vérification par essai systématique du bon fonctionnement et du bon sens de rotation du ventilateur.
- Vérification du bon fonctionnement et réglage de l'organe de prise de pression.
- Vérification du bon fonctionnement de l'interrupteur de proximité.
- Vérification de l'état de vétusté des câbles de commande et d'alimentation.
- Vérification du bon fonctionnement de l'arrêt pompiers et de la commande de réarmement du coffret de relayage.
- Le graissage et le nettoyage des pièces mécaniques.
- Nettoyage des boîtes de raccordement et serrage des connexions.

## **4 DESCRIPTIF DES OPERATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE DES EQUIPEMENTS DE DESENFUMAGE**

---

Les opérations de maintenance corrective courantes comprennent toutes prestations (heures d'intervention et déplacements compris) nécessaires au remplacement éventuel des éléments suivants (fourniture, pose, câblage, main d'œuvre compris) :

### **4.1 Volets et ouvrants de désenfumage :**

- Bobine de maintien.
- Contact de position.
- Bornier de raccordement.
- Vérin gaz.
- Vérin CO<sub>2</sub>.
- Vérin électrique.

Lorsque ce dernier est disponible, les éléments remplacés devront rentrer dans le descriptif du PV du volet.

Les remplacements courants ne pourront se faire qu'après présentation par le Titulaire d'un bulletin d'intervention et après un accord du responsable du SHS.

Toutes autres prestations de remplacements ou de modifications de l'installation en place feront nécessairement l'objet d'un devis de la part du Titulaire.

### **4.2 Dispositif de Commande Manuelle (DCM) de désenfumage :**

- Boîtier DCM complet.
- Percuteur cartouche gaz.
- Cartouche gaz 50 g.
- Cartouche gaz 100 g.
- Cartouche gaz 200 g.

Lorsque ce dernier est disponible, les éléments remplacés devront rentrer dans le descriptif du PV du DCM.

Les remplacements courants ne pourront se faire qu'après présentation par le Titulaire d'un bulletin d'intervention et après un accord du responsable du SHS.

Toutes autres prestations de remplacements ou de modifications de l'installation en place feront nécessairement l'objet d'un devis de la part du Titulaire.

#### **4.3 Dispositif Adaptateur de Commande (DAC) de désenfumage :**

- Boîtier DAC complet.
- Bobine de maintien.
- Percuteur cartouche gaz.
- Batterie DAC.
- Cartouche gaz 50 g.
- Cartouche gaz 100 g.
- Cartouche gaz 200 g.

Lorsque ce dernier est disponible, les éléments remplacés devront rentrer dans le descriptif du PV du DAC.

Les remplacements courants ne pourront se faire qu'après présentation par le Titulaire d'un bulletin d'intervention et après un accord du responsable du SHS.

Toutes autres prestations de remplacements ou de modifications de l'installation en place feront nécessairement l'objet d'un devis de la part du Titulaire.

#### **4.4 Coffrets de relaying et ventilateurs de désenfumage :**

- Pressostat + tuyauterie
- Interrupteur de proximité.
- Boîtier de réarmement.
- Boîtier arrêt pompiers.

Lorsque ce dernier est disponible, les éléments remplacés devront rentrer dans le descriptif du PV du coffret.

Les remplacements courants ne pourront se faire qu'après présentation par le Titulaire d'un bulletin d'intervention et après un accord du responsable du SHS.

Toutes autres prestations de remplacements ou de modifications de l'installation en place feront nécessairement l'objet d'un devis de la part du Titulaire.